

Union européenne - Corée du Nord
- Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 27 février 2017)

Le 27 février 2017, le Conseil a adopté des actes juridiques imposant de nouvelles mesures restrictives contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Ces actes juridiques transposent les nouvelles mesures restrictives imposées par la résolution 2321 (2016) du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 30 novembre 2016.

Les mesures comprennent des restrictions aux transactions de charbon, de fer et de minerai de fer en provenance de RPDC et une interdiction des importations de cuivre, de nickel, d'argent et de zinc ainsi que de statues en provenance de ce pays. Elles comprennent aussi une interdiction d'exporter de nouveaux hélicoptères et navires à destination de la RPDC, le durcissement des restrictions en vigueur dans le secteur des transports et dans le secteur financier, comme l'interdiction pour une mission diplomatique de la RPDC et pour un diplomate de la RPDC de détenir plus d'un compte bancaire dans l'UE, et des restrictions à l'utilisation par la RPDC de biens immobiliers dans l'UE.

Les actes juridiques prévoient que les États membres prennent des mesures supplémentaires afin d'empêcher que des ressortissants de la RPDC reçoivent un enseignement ou une formation spécialisée dans des disciplines susceptibles de favoriser les programmes nucléaire ou de missiles balistiques de la RPDC et suspendent la coopération scientifique et technique avec des personnes ou des groupes qui sont officiellement parrainés par la RPDC ou qui la représentent, exception faite des échanges médicaux.

Tout comme les sanctions en vigueur, ces mesures restrictives sont conçues de manière à éviter toute conséquence humanitaire négative pour la population civile du pays. Elles comprennent donc des exemptions à des fins de subsistance et à des fins humanitaires, le cas échéant.

La résolution du Conseil de sécurité des Nations unies a également prévu d'inscrire 11 personnes et 10 entités supplémentaires sur la liste des personnes et entités visées par un gel des avoirs et d'imposer aux personnes des restrictions de déplacement. Ces nouvelles inscriptions ont été transposées dans le droit de l'UE par une décision du Conseil adoptée le 8 décembre 2016.

Les mesures restrictives de l'UE contre la Corée du Nord ont été introduites le 22 décembre 2006. Les mesures existantes mettent en oeuvre toutes les résolutions du CSNU qui ont été adoptées à la suite des essais nucléaires et des tirs de missiles balistiques effectués par la RPDC, et comprennent des mesures supplémentaires qui ont été prises de manière autonome par l'UE. Elles ciblent les programmes d'armes nucléaires et les programmes nucléaires ainsi que les programmes relatifs aux autres armes de destruction massive et les programmes de

missiles balistiques de la Corée du Nord. Les mesures comprennent des interdictions d'exporter et d'importer des armes, des biens, des services et des technologies qui pourraient contribuer à ces programmes./.